

LE TEMPS

«CONVOIS DE LA LIBERTÉ»

A Paris, l'inquiétante «coïncidence» d'un retour des violences à quelques jours de la candidature Macron

Depuis plusieurs semaines, les manifestations n'avaient pas dégénéré en affrontements violents à Paris. A quelques jours de l'annonce de la candidature d'Emmanuel Macron, le retour des incidents ne présage rien de bon



La police français face à des manifestants. Une capture d'écran tirée d'une vidéo réalisée lors du «Convoi de la liberté» pour protester contre les restrictions sanitaires, à Paris, en France, le 12 février 2022. — © REUTERS TV / REUTERS



Richard Werly

Publié samedi 12 février 2022 à 19:31
Modifié dimanche 13 février 2022 à 09:00

C'est sans doute une coïncidence. Une déflagration spontanée pour faire écho aux «camions de la liberté» du lointain Canada. Et pourtant: comment ne pas trouver étonnant que les rues de Paris s'embrasent à nouveau ce samedi, après des semaines de calme relatif et de manifestations pacifiques, alors que l'annonce officielle de la candidature d'Emmanuel Macron à sa propre succession est sans doute une question de jours?

Des citadelles assiégées

Difficile de ne pas faire ce lien en remontant les Champs-Élysées, où le spectacle d'affrontements violents entre la police et des groupes de manifestants, en plein défilé touristique quasi-printanier, a fait remonter à la surface les images terribles de **novembre-décembre 2018**. Ce samedi, la place de l'Etoile et l'Arc de Triomphe ceinturés par la police antiémeute ressemblaient à des citadelles assiégées. Idem pour le palais présidentiel de l'Élysée devant lequel il n'était plus possible de circuler, barricadé derrière une haie de véhicules policiers...

A lire aussi: [Les «gilets jaunes» et Macron](#)

C'est sans doute une coïncidence, mais elle pourrait bien avoir un impact sérieux sur la campagne si ces images redeviennent ordinaires et si la nuit donnait lieu, ce week-end, au spectacle de voitures incendiées à l'image de ce qui se passa la fameuse nuit du 1er décembre 2018. Le spectacle de véhicules saccagés et renversés sur l'avenue Kléber et sur les Champs Élysées avait alors été diffusé dans le monde entier; le spectacle d'une France en plein chaos, même si ces violences étaient en réalité circonscrites à ce périmètre parisien.

La mécanique de ces journées-là est en tout cas encore en place: même spectacle de groupes de policiers à moto traquant les émeutiers, même foule de jeunes armés de téléphones portables, sortant parfois de leurs sacs à dos des masques à gaz pour se protéger des lacrymogènes, et n'hésitant pas à se saisir de matériel de construction abandonné sur le bitume pour provoquer les policiers.

S'il s'agit d'un épisode sans lendemain, pas trop de problèmes sauf une **image touristique française** de nouveau dégradée en cette fin d'hiver ensoleillée. Si la violence se réinstalle dans certaines rues emblématiques de Paris en revanche, qui peut prédire l'impact sur les urnes, au fur et à mesure de la retransmission en continu des images d'échauffourées et d'émeutes...

Changer la donne

Un candidat, en tout cas, avait anticipé cette bouffée de violence qui survient au moment où le gouvernement va un peu plus **relâcher la bride sanitaire le 16 février**. Dans sa déclaration de candidature du 30 novembre 2021, mimant l'appel du 18 juin 1940 du Général de Gaulle, Eric Zemmour avait ponctué son discours d'images prouvant selon lui le basculement de la France dans l'insécurité. L'utilisation de certaines prises de vues sans permission lui vaut d'ailleurs d'être **poursuivi en justice**.

A lire aussi: [La France d'Eric Zemmour: des fractures transformées en cauchemar](#)

Autre coïncidence: Eric Zemmour est le seul candidat ayant bénéficié du ralliement de quelques figures des «Gilets Jaunes» dont la bretonne Jacline Mouraud. A l'évidence en tout cas, cette bouffée de violence parisienne rend encore plus compliquée la première grande prestation publique de la candidate de droite Valérie Pécresse, attendue dimanche au Zénith de Paris pour son premier grand meeting de campagne. Déjà accusée de trop emprunter le discours anxiogène et sécuritaire de l'ex-polémiste, déjà rejoint par certains cadres du parti Les Républicains (LR), la présidente de la région Ile de France se retrouve le dos au mur: la sécurité s'est invitée ce samedi comme son thème dominant et obligé.

A lire aussi: [En 2022, ne fais pas confiance aux sondages français...](#)

C'est sans doute une coïncidence, mais l'aggravation du climat social et sécuritaire en France à deux mois du premier tour de la présidentielle peut, tous les observateurs le savent, changer la donne électorale. La colère diffuse dans le pays qui entoure la personnalité d'Emmanuel Macron est évidemment un terreau fertile. Même s'il demeure le mieux placé des candidats dans les sondages, avec près de 25% des intentions de vote au premier tour. Nettement en tête, environ **60% des personnes interrogées** jugent néanmoins le président français «autoritaire» et «arrogant», un avis renforcé par ses propos sur les non-vaccinés. Ils étaient près de 80% à répondre ainsi en 2018, en pleine crise des «Gilets Jaunes».

Les faits sont là, en 2022: dans un pays toujours incandescent, les braises de la violence peuvent toujours rallumer un incendie politique.

Retrouvez chaque jeudi notre newsletter «Comment va la France?»: chroniques, podcast, sélection d'articles. [Abonnez-vous ici!](#)